

Intervention de Philippe Martinez
Congrès FNME
Clermont-Ferrand le 16 mars 2022

Chères et Chers Camarades,

Merci pour cette invitation à votre congrès fédéral et permettez-moi une modeste contribution dans vos débats. Mais comme c'est notre habitude à la CGT, on va se parler franchement et fraternellement.

D'abord, je tiens à saluer les efforts réalisés et je sais que cela a été compliqué pour que le congrès se tienne dans les conditions et restrictions sanitaires que tout le monde connaît. Toutes les organisations de la CGT ont été confrontées à ce même problème y compris la confédération, vous le savez. Pourtant, je tiens à souligner l'état d'esprit offensif et combatif de la quasi-totalité des syndiqué.e.s et militant.e.s de la CGT dans leur volonté de poursuivre l'activité syndicale, de se réunir, d'aller à la rencontre des salarié.e.s et de se mobiliser.

En ce sens, je tiens à saluer votre mobilisation, celle de tou.te.s les agent.e.s dans l'unité syndicale, contre le projet HERCULE de la direction d'EDF et du gouvernement avec une victoire à la clé. Si la vigilance reste de mise, ne boudons pas nos succès !

Masqué.e.s mais pas muselé.e.s, tel a été notre slogan depuis le début de la pandémie et nous avons su collectivement relever ce défi malgré les difficultés.

Oui, la situation sanitaire a pesé sur beaucoup d'aspects de notre vie depuis deux ans. D'abord sur la santé et je tiens à saluer les syndiqué.e.s et militant.e.s qui ont disparu durant cette période après avoir été affecté.e.s par ce virus.

Elle a aussi impacté lourdement la vie économique et sociale du pays avec des conséquences énormes sur l'emploi et l'organisation du travail. Le gouvernement et le Président de La République ont tenté de jouer la carte de l'unité nationale face à la pandémie pour faire passer toute une série de mesures liberticides, pour justifier des fermetures d'entreprises et des licenciements, etc. Rappelez-vous la phrase de MACRON : « c'est la guerre » essayant ainsi de faire référence à d'autres périodes de l'histoire de notre pays pour justifier cette unité nationale. Nous avons su résister à cette pression en matière de santé publique en refusant l'obligation du passe sanitaire puis vaccinal, en contestant les protocoles sanitaires élaborés dans les cabinets ministériels, y compris pour certain à Ibiza.

Nous n'avons pas contesté l'idée d'un « quoi qu'il en coûte » en soi. L'idée d'un Etat stratège, un Etat planificateur mais également d'un Etat solidaire grâce à ses entreprises publiques et ses services publics, nous y sommes favorables. Mais nous avons tout de suite mis en avant le besoin de contrôler et de conditionner ses aides publiques.

Et l'argent public n'a pas ruisselé, il a coulé à flot dans les poches du capital et des actionnaires.

A lui seul, Bernard ARNAUD, PDG de LVMH, a vu sa fortune augmenter de plus de 100 milliards d'euros en 2021, soit près de deux fois, le budget de l'éducation nationale. Les 42 milliardaires français ont gagné 237 milliards d'euros durant la pandémie, c'est 4 fois le budget de l'hôpital public. Les dividendes versés aux actionnaires, ont battu des records, 70 milliards d'euros, allant parfois jusqu'à un reversement intégral des bénéficiaires de l'entreprise. C'est ça le coût du capital. C'est ça, le « quoi qu'il en coûte », sauce MACRON/LE MAIRE et dans ce cas, l'utilisation de l'argent public, la dépense publique, n'est plus un problème.

Cela n'est pas sans conséquences sur la situation des salarié.e.s car pendant qu'on engraisse les uns, on pressure les autres.

Et les autres, c'est nous, le monde du travail, salarié.e.s, retraité.e.s, privé.e.s d'emploi, jeunes... Pour faire du fric, il ne respecte rien ni personne. Vous avez tous pris connaissance du scandale ORPEA où ni les anciens, ni le personnel, ne sont épargnés par les appétits du capital.

Aujourd'hui, si la crise sanitaire semble maîtrisée, mais restons prudent, une autre crise frappe l'Europe et le monde. Il s'agit bien sûr de la guerre en UKRAINE avec l'invasion de ce pays par l'armée de POUTINE. Nous avons dénoncé cette invasion qui fait des milliers de morts notamment des civils, femmes et enfants. Mais face à certains esprits guerriers, membres de l'OTAN y compris dans notre pays, nous choisissons le camp de la paix comme nous l'avons toujours fait et de la diplomatie internationale. Nous revendiquons la paix en UKRAINE mais également la liberté en RUSSIE. Car si des massacres ont lieu en UKRAINE, la répression s'abat en RUSSIE vis-à-vis de celles et ceux qui réclament la paix dont de nombreux ami.e.s syndicalistes.

Oui, nous revendiquons aujourd'hui, face à des employeurs, des entreprises françaises qui voient leurs profits augmenter grâce à la guerre que la France s'inscrit pleinement dans le fait de supprimer les armes nucléaires et ratifie les conventions de l'ONU dans ce sens.

Cette guerre a des répercussions concrètes sur notre quotidien en matière d'énergie et la flambée des prix et par voie de conséquences, sur l'activité industrielle, l'alimentation, etc... Je ne développe pas plus mais nous avons besoin d'informer nos organisations, les syndiqué.e.s sur les raisons de la dépendance énergétique de l'Europe de l'Ouest.

Aussi, la Commission Exécutive Confédérale a mandaté Marie Claire CAILLETAUD pour produire un document sur le sujet sur la base de vos productions fédérales

Le gouvernement et le patronat nous refond le coup, toutes proportions gardées, de la crise sanitaire.

Ils veulent mettre entre parenthèse l'année 2021 et les bénéfices record pour demander des efforts à la population. Il faut être moins revendicatif, réclamer moins d'augmentations de salaire et j'ai même entendu le ministre LE MAIRE dire qu'on ne pouvait pas baisser la TVA parce que la TVA, les impôts, ça sert à financer les écoles, les routes... Un comble pour un Ministre, un Président de la République qui n'ont de cesse de nous dire qu'on paye trop d'impôts en France.

Pour nous, pas question de mettre au tiroir les nombreuses revendications qui motivent les luttes depuis des mois.

Or face à ses questions sociales, ceux qui portent les idées d'extrême droite, et pas que l'extrême droite, essaient d'imposer des thèmes de campagne présidentielle à mille lieux des

préoccupations des citoyen.ne.s et plus particulièrement du monde du travail. On promeut des candidat.e.s d'extrême droite, racistes et néo-fascistes. Même condamné pour incitation à la haine raciale ou révisionnisme, il continue d'accéder à tous les plateaux télé, antennes radios. Nous refusons de banaliser le racisme. Notre réponse à la CGT, c'est d'être aux côtés des travailleurs sans-papiers, de défendre leurs droits et de les faire régulariser. Car pour nous, le monde du travail est indivisible. Nous sommes solidaires et internationalistes.

Nous refusons l'opposition entre les travailleurs.ses quel que soit le pays où ils et elles travaillent. Nous sommes pour l'accueil des migrant.e.s, des réfugié.e.s aujourd'hui pour les ukrainien.ne.s comme nous l'étions hier pour les afghan.ne.s, les syrien.ne.s et tous ceux et celles qui fuient la misère et/ou les bombes. Notre solidarité n'a pas de frontière, ni couleur de peau, ni religion.

Tous les sondages le montrent. Salaires, pensions, pouvoir d'achat et emploi restent les premières préoccupations des sondé.e.s et nous y sommes sans contexte pour quelque chose. Les luttes de ces dernières semaines, sont là pour en témoigner. Impossible de toutes les citer. C'est le sens également de nos journées de mobilisation interprofessionnelle, celle du 27 janvier, celle du 8 mars et encore celle qui se tiendra jeudi prochain, le 17 mars pour faire en sorte que ces luttes trouvent des convergences et obtiennent des succès. Ces mobilisations, le gouvernement les craint et vous avez peut être entendu ce matin, la ministre de la Fonction Publique qui déclarait, il y a un mois, qu'il était impossible et inutile d'augmenter le point d'indice et qui vient de découvrir qu'il y avait un problème de pouvoir d'achat. Eh ! bien oui, ces mobilisations, elles pèsent.

C'est pourquoi nous ne devons lâcher cette bataille sur la revalorisation des salaires et des pensions car je n'oublie pas la situation des retraité.e.s de ce pays. Mais nous pensons également à la jeunesse, une jeunesse sacrifiée...

Non, le travail n'est pas un coût et n'est pas l'ennemi de l'emploi comme le dit le patronat et les gouvernements.

Nous avons une proposition d'un SMIC à 2000 euros et ce n'est pas une utopie. Cela correspond à un minimum pour la réponse aux besoins. Et nous revendiquons également, une augmentation automatique des minimas de branches et l'obligation de négociations dans les branches sur l'ensemble des échelons dans le trimestre qui vient. Parler salaire, c'est être concret et parler de la vraie vie. Celle des fins de mois difficiles, des privations du quotidien, de la mal bouffe, etc.

Car la reconnaissance des diplômes et des qualifications, nous y sommes attachés. Nous refusons le paiement aux postes occupés et des déclassements selon les besoins de l'entreprise. C'est un enjeu également pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Comment expliquer qu'à diplôme égal, à qualification égale, il y est encore des écarts de salaire de plus de 20% ? C'est particulièrement vrai dans les métiers du soin et les mobilisations dans la santé et le médico-social en sont la démonstration mais c'est vrai dans tous les métiers, toutes les entreprises et vous en avez fait part ce matin.

D'ailleurs, l'idée d'un salaire minimum progresse partout en Europe, c'est une revendication forte de la Confédération Européenne des Syndicats et la CGT y est pour quelque chose. Mais parler salaire, c'est aussi parler cotisations sociales pour financer notre sécurité sociale, c'est-à-dire la santé et les retraites, etc.

Notre campagne confédérale autour de la question des salaires doit être amplifiée afin de remettre des repères collectifs dans les mains des syndiqué.e.s et des salarié.e.s.

Oui, le salaire de base, c'est important. Oui, le salaire socialisé, c'est essentiel et tous ceux qui nous proposent d'augmenter le salaire net en baissant les cotisations sociales, sont des usurpateurs et les fossoyeurs de notre sécurité sociale. Alors oui mes camarades, nous continuons à revendiquer une retraite à 60 ans et nous nous battons, nous descendrons dans la rue contre tous ceux et celles qui nous promettent comme avenir de travailler plus longtemps, c'est-à-dire de prolonger l'âge de la retraite à 65 ans.

A ces augmentations générales de salaire, nous voulons de nouvelles avancées sociales. C'est le sens par exemple de notre proposition de réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaire. Car pour travailler tou.te.s et mieux, il faut travailler. Aujourd'hui, ce débat sur la réduction du temps de travail est bien installé dans le paysage.

Nous n'avons jamais rien lâché sur la bataille industrielle, reconquête de productions, développement de projets nouveaux et relocalisations. Les projets portés par nos camarades à GARDANNE où je me suis rendu, ou à CORDEMAIS où j'ai également été, en sont l'illustration. Ainsi sur CORDEMAIS, nous avons dû travailler ensemble, syndicat, fédération et confédération pour faire face à une ministre POMPILI et au PDG d'EDF, qui se déclaraient complètement abattus par le retrait d'une entreprise et nous avons travaillé ensemble pour proposer une solution alternative.

Toutes ses luttes et il y en a bien d'autres et puisque nous sommes à Clermont-Ferrand, permettez-moi de saluer celle des LUXFER, montrent combien nos arguments sur les enjeux industriels étaient fondés depuis de nombreuses années.

Ceux qui considèrent que ce n'est pas à la CGT de s'occuper d'industries, de travailler des projets alternatifs, se trompent lourdement. Evidemment cela ne peut se faire sans rapport de force. L'un ne va pas sans l'autre et les exemples le démontrent. Mais quand on laisse le capital et la finance s'occuper de l'industrie, ils la cassent et ils licencient. Alors prenons nos affaires en main.

Par contre, nous devons travailler sur les complémentarités entre les différentes structures de la CGT. Chacun doit être dans son rôle. Le seul soutien ne suffit pas.

Il faut bien sûr être présent aux côtés des syndicats CGT qui se battent mais cela doit s'accompagner d'aides concrètes.

Il me semble par exemple qu'il faut redonner un coup d'accélérateur sur notre travail par filières et développer le lien entre donneurs d'ordre et sous-traitants. Les sous-traitants in-situ mais aussi les sous-traitants qui sont dans d'autres entreprises et qui travaillent pour le donneur d'ordre. Oui, la question de notre structuration est essentielle. Trop souvent, nous vivons côte à côte sans jamais nous parler, par contre, les patrons eux se parlent et savent nous pressurer.

Aujourd'hui comme hier, nous faisons la démonstration qu'industrie et préservation de l'environnement, c'est compatible à condition d'investir dans l'outil de travail, d'innover bien sûr et de faire confiance aux travailleurs et aux travailleuses. Ce sont elles et eux, les experts du travail, les experts de l'entreprise. Ce qu'ils ne veulent pas, c'est choisir entre leur vie et celle de la planète, ce que nous résumons par la formule : « fin du monde et fin du mois ». Car le

capitalisme vert, ça n'existe pas.

Le capitalisme n'a qu'une couleur, celle de l'argent.

Samedi dernier, j'ai participé à la marche pour le climat aux côtés de milliers de jeunes. Ce ne sont pas des bobos parisiens. Ce sont des jeunes qui s'interrogent sur leur avenir. Leur avenir pour trouver un emploi, pour ne pas être précaire mais aussi qui sont inquiets pour l'avenir de la planète. Ces jeunes, ils nous en manquent beaucoup à la CGT. Il faut discuter avec ces jeunes, ils militent parfois dans des associations ou des ONG. Est-ce que nous vivons à côté d'eux ? Quand ils arriveront dans les entreprises, ils nous diront mais où étiez-vous quand il fallait se mobiliser ? Ou alors nous discutons avec eux même si nous avons des désaccords, mais oui nous devons discuter avec eux pour leur montrer que le syndicalisme, ce n'est pas la caricature de ce qu'il voit à la télévision ou dans les réseaux sociaux mais qu'il est ancré dans la vraie vie et que nous sommes soucieux des questions sociales comme des questions environnementales.

Dans cette bataille de reconquête industrielle, la question de l'énergie est essentielle. Au-delà de l'industrie, c'est bien l'ensemble de la population qui est concernée. Il s'agit d'un besoin essentiel et d'un bien commun pour chaque citoyen et citoyenne alors que plusieurs millions de foyers sont en précarité énergétique. Ceux-là ont besoin d'énergie et pas de sobriété énergétique.

La France a besoin d'une grande entreprise de l'énergie, 100% publique, comprenant les filières électricité et gaz avec des agents à statut et qui puissent donner leur avis sur la marche de leur entreprise.

Une entreprise cohérente pour répondre aux besoins des populations et aux enjeux climatiques en sortant des logiques marchandes à l'instar de ce que vient de faire le gouvernement en dépeçant EDF de 8 milliards pour alimenter les marges des entreprises privées. C'est ce que nous avons porté conjointement avec Sébastien MENESPLIER lors de nos différents échanges avec le Ministre LE MAIRE dans la bataille contre le projet HERCULE. C'est ce que votre fédération a travaillé dans le cadre du programme progressiste de l'énergie.

Pour mener ce débat, nous avons besoin d'expertise et vous en êtes les principaux acteurs et actrices et les premier.ère.s concerné.e.s. N'oublions pas d'y associer les nombreux.ses salarié.e.s de la filière travaillant dans la sous-traitance. Mais cela ne peut pas rester un débat d'experts. Pas un débat des premier.ère.s dirigeant.e.s de la CGT mais de l'ensemble des syndiqué.e.s et de la population. Et évitons les faux débats entre certains d'entre nous sur la question du nucléaire. La confédération soutient le fait que l'électronucléaire est indispensable à la fourniture d'électricité en France, en énergie et en puissance tout en réduisant massivement les émissions de CO2. Pour autant, nous avons besoin de donner des réponses à celles et ceux qui se posent des questions y compris dans nos rangs et qui ne sont ni des suppos du patronat, ni des collabos du gouvernement mais qui s'interrogent à juste titre. Oui, il y a des questions qui existent et il faut y répondre. Par exemple, ce qui se passe en UKRAINE a relancé la question de la sûreté des centrales nucléaires. Répondons y ensemble afin de lever les doutes.

C'est pourquoi la confédération a lancé ce débat, le 19 novembre dernier à Montreuil, consacré aux enjeux sociaux et environnementaux de l'énergie avec la volonté de le décliner dans l'ensemble des territoires. C'est ce qui reste à construire et cela peut être un des objectifs dans le cadre de la préparation de notre 53^{ème} congrès.

Sur l'ensemble de ces questions sociales, économiques et environnementales, nous avons répondu favorablement à la sollicitation de six candidat.e.s à la présidentielle que nous avons reçu individuellement à Montreuil. Il va sans dire que nous avons exclu l'extrême droite. Nous n'avons pas fait le choix d'une audition comme la CFDT, et nous refusons qu'il ou elle soit représenté.e par un tiers car c'est avec les candidat.e.s que nous voulons discuter de nos propositions.

Nous avons des objectifs ambitieux et des perspectives réelles mais cela ne peut se mettre en œuvre sans une organisation rassemblée et unie avec des syndiqué.e.s plus nombreux.ses. Or, nous vivons une situation paradoxale.

Nous avons notre baromètre annuel de l'image des syndicats et de la CGT auprès des français.es. Cela fait 27 ans qu'il existe. Quelques chiffres clés : 48% des français mais surtout 53% des salarié.e.s, c'est-à-dire une majorité, font confiance aux syndicats pour défendre leurs intérêts.

Parmi ces derniers, 51% font confiance à la CGT (44% à la CFDT). Nous étions à 47% en 2019 à égalité et à 41% en 2015.

Qu'apprécient les salarié.e.s dans la CGT ? Sa présence, sa combativité et son respect de l'avis des salarié.e.s à plus de 65%. Ils mettent en avant comme première revendication, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Et nous devrions être complexés vis-à-vis de ceux, politiques ou médias, qui remettent en cause notre représentativité voire notre légitimité ?

Au contraire, cela doit nous donner confiance et renforce notre responsabilité en terme de déploiement et de renforcement.

Je crois que nous devons tou.te.s réagir collectivement car le nombre d'adhérent.e.s est essentiel pour une organisation comme la nôtre. Nous sommes de classe et de masse, ne l'oublions jamais.

Nous pouvons identifier précisément quelques problèmes car la casse industrielle et les suppressions d'emplois n'expliquent pas tout à la désyndicalisation. Les problèmes, je sais qu'ils existent aussi dans l'organisation de la confédération, mais ça ne se règle pas par des conflits entre organisations, entre structures sur le dos des syndiqué.e.s ou sans les associer aux débats. Les syndiqué.e.s ne sont la propriété d'aucune structure, nous sommes toutes et tous d'abord à la CGT.

Car pour avoir des syndiqué.e.s acteur.trice.s et décideurs.ses, encore un beau slogan, il faut des syndiqué.e.s informé.e.s pour être en capacité d'agir, de convaincre leurs collègues. Il faut qu'ils et elles puissent décider de leur implication dans les journées d'action car ils et elles souhaitent plus que jamais la convergence des luttes.

La démocratie syndicale comme la démocratie ouvrière, c'est essentiel dans la CGT. C'est ce qui fait la différence avec d'autres organisations syndicales ou quelques-un.e.s décident à la place de la majorité. Nous réfutons l'idée d'une avant-garde éclairée ou d'un syndicalisme de quelques expert.e.s. N'ayons pas peur du débat, il faut savoir accepter les différences de point de vue. Mais nos échanges doivent se conclure avec des prises de décision et bien sûr leur mise en œuvre. Et parfois, on est plus actif pour mener des débats que pour faire la suite.

Mes chers et chères camarades, nous avons du pain sur la planche mais ça, vous le savez. Mais nous avons d'énormes responsabilités face à ceux qui ne nous proposent que résignation et soumission face au capital. Les salarié.e.s nous font confiance, ne les laissons pas nous attendre. Des perspectives existent, à nous de les construire et de les consolider. Nous ne sommes ni abattus, ni résignés. Nous sommes debout et en route pour de nouvelles et belles conquêtes sociales, toujours plus nombreux. On ne lâche rien !

Alors, vive le 7^{ème} congrès de la FNME, vive la CGT et que la lutte continue.